N° 241. **Samedi 9 Octobre 1847.** **18me Année.**

JOURNAL DE LA HAYE.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

	La Haye.	Provinces.
[illegible] an	26 fl.	30 fl.
[illegible] mois	14 »	16 »
[illegible] mois	7 »	8 »

PRIX DES INSERTIONS.

[illegible] 5 lignes fl. 1,50 timbre [illegible] et 20 cts. par ligne en sus.

BUREAU DE LA RÉDACTION à La Haye., *Lage Nieuwstraat*, derrière le *Prinsegracht*, *Noordzijde*.

BUREAU POUR L'ABONNEMENT ET LES ANNONCES, Chez M. Van Weelden, libraire, *Spui*, à La Haye.

Les lettres et paquets doivent être envoyés à la direction *franc de port*.

LA HAYE, 8 Octobre.

La crise commerciale de l'Angleterre (*).

IV.

[illegible] qu'aucun autre pays de l'Europe, l'Angleterre, avec son [illegible] établissement manufacturier et les exigences de sa politi[illegible] commerciale, a besoin de garanties solides contre les dé[illegible] ments de l'ordre économique. Nulle part les embarras [illegible] aires ne sauraient avoir des conséquences aussi rapides [illegible] désastreuses. Avec des finances en désordre, tel peuple [illegible] soutenir tant bien que mal ; l'Angleterre verrait [illegible] crouler sa fortune. Supposez le crédit ruiné, et cet em[illegible] tendu n'est plus qu'un colosse aux pieds d'argile. Aussi [illegible] sollicitude les hommes d'état ne s'y préoccupent-[illegible] questions financières ! Il n'en est aucun qui songeât [illegible] les affaires sans avoir sous ce rapport un système ar[illegible] ne pourrait pas, comme en France, se traîner paisible[illegible] dans l'ornière des vieux budgets, et ajourner à un lende[illegible] sans cesse la nécessité de rétablir l'équilibre entre [illegible] et les dépenses. Ne vit-on pas tomber le ministère [illegible] devant un déficit qu'il s'évertuait en vain à remplir? [illegible] impuissance n'était pas alors la seule cause de la chute [illegible], ce fut une circonstance dont l'opposition tory sut pro[illegible] merveille. Tout l'éclat de la dernière administration de [illegible] Robert Peel, malgré l'erreur partielle commise dans la [illegible] tution de la banque, vient au contraire de la hardiesse et [illegible] ampleur de ses plans financiers. C'est par là que le minis[illegible] surtout influé sur les destinées de son pays, c'est par là [illegible] classé dans l'histoire. La tâche de lord John Russell [illegible] aujourd'hui d'accomplir dans le régime de la cir[illegible] une réforme dictée par l'expérience et destinée à [illegible] le principe de l'isolement. Telle est pour l'Angleterre [illegible] pratique à tirer de la crise de 1847.

[illegible] étrangères, et la France en particulier, peuvent [illegible] au point de vue politique, [illegible] Quand [illegible] l'ensemble de la puis[illegible] anglaise, on [illegible] proportions de cet em[illegible] ressources dont il semble disposer. Une situation que [illegible] ure a rendue à peu près inattaquable, une marine militaire [illegible] passe par ses développements toutes les marines étrangères, [illegible] où afflue le commerce du monde entier, les mers les plus [illegible] sillonnées par les navires des armateurs anglais, le pa[illegible] Trois-royaumes flottant sur tous les points du globe qui [illegible] les grandes routes suivies par le commerce, des posses[illegible] coloniales dont il serait impossible de mesurer la grandeur [illegible] population se compte par centaines de millions, l'Océanie [illegible] tout entière livrée aux âpres et courageuses exploita[illegible] de la race anglaise, tels sont les traits principaux sous les[illegible] se dessine le colosse britannique. Si on veut pénétrer en[illegible] dans l'intérieur de ce grand corps, si on observe de près [illegible] rouages compliqués qui le font mouvoir, on reconnaît un [illegible] nisme purement artificiel, d'une grande puissance sans [illegible], mais aussi d'une extrême délicatesse, et qui ne peut sup[illegible] sans désordre le moindre ébranlement. C'est comme un [illegible] immense auquel il faut pour voguer, après de nombreu[illegible] tourmentes, une mer calme et des vents propices. Pour ceux [illegible] croient, comme nous, que, si la guerre a été, à certaines [illegible] ques, un moyen de servir la civilisation, le premier besoin [illegible] cette cause sacrée est aujourd'hui le maintien de la bonne [illegible] monie entre les peuples de l'Europe, ce n'est pas un faible [illegible] de confiance que de voir un Etat aussi puissant que l'An[illegible] terre attaché à la paix non-seulement par des intérêts ana[illegible] à ceux des autres pays, mais encore par les exigences les [illegible] impérieuses de sa constitution économique.

[illegible] crise de 1847 nous montre, une fois de plus, combien, avec [illegible] double besoin de production et d'écoulement, l'industrie [illegible] anglaise serait désormais impuissante à soutenir un long trouble [illegible]. Si nos voisins conservent intact le vieil esprit public [illegible] sauvés à d'autres époques, la situation économique, pro[illegible] ment modifiée, n'admettrait plus les mêmes expédients. [illegible] aurait plus les mêmes ressources qu'autrefois. L'industrie [illegible] tique trouverait-elle, par exemple, comme à la fin du [illegible] dernier, dans les récentes découvertes de la mécanique, [illegible] on de l'essor inouï et de la transformation complète qui [illegible] donnèrent tant d'avance sur les industries rivales ? Le mon[illegible] tant actuel des impôts permettrait-il de les quadrupler en quel[illegible] ques années (1) ? Avec une dette consolidée aussi énorme, pour[illegible] rait-on, dans des temps difficiles, contracter de nouveaux em[illegible] prunts sur une vaste échelle, à des conditions acceptables, et [illegible] poursuivre les traditions d'une politique agissant plus par son [illegible] que par son glaive ?

Au surplus, cet objet qui nous frappe, ces réflexions que nous [illegible] suggère la détresse industrielle et commerciale de cette année, [illegible] déjà préoccupé, de l'autre côté de la Manche, les hommes les [illegible] aptes à discuter et à résoudre de pareilles questions. « Si à [illegible] que accident nous devons emprunter, dit lord Ashburton, [illegible] tard nous aurons à régler fatalement nos comptes ; [illegible] que seule de cette catastrophe ne peut être précisément in[illegible] é. » D'autres ont clairement exprimé l'opinion qu'une [illegible] serait le signal de cette catastrophe et entraînerait, com[illegible] premier résultat, la suspension du paiement des billets de la [illegible] d'Angleterre en espèces. Durant l'enquête de 1843, M. [illegible], auteur d'une *Histoire des banques*, et administrateur [illegible] banque de Londres et de Westminster, interrogé à diverses reprises par sir Robert Peel et par sir Thomas Freemantle sur l'effet d'une guerre relativement au crédit et à la circulation, répondait, de la façon la plus affirmative, que la convertibilité des *bank-notes* en numéraire devrait être immédiatement arrêtée. Il y a même des gens qui, sans proclamer aussi haut leur avis, se fondent sur les oscillations financières de la Grande-Bretagne en pleine paix, pour en conclure qu'une guerre un peu prolongée l'obligerait à rejeter de ses épaules, au moins pour un temps, le fardeau de ses obligations anciennes. Heureusement, nous n'en sommes pas réduit à discuter d'aussi monstrueux expédients, qui portent au crédit d'une nation des coups presque irréparables. S'obstiner à voir le mot de banqueroute écrit au fond de l'état financier de l'Angleterre, c'est prévoir, ce nous semble, les malheurs d'un peu trop loin. Tout ce que démontre l'étude des crises passées et de la situation présente, c'est qu'une commotion violente serait le signal de désastres dont il est impossible de fixer d'avance le caractère et la limite.

De telles éventualités paraissent heureusement improbables, grace aux relations de plus en plus intimes que la force des choses établit chaque jour entre le crédit de tous les peuples européens. Oserait-on dire aujourd'hui que la prospérité d'une nation n'importe pas à toutes les autres ? Si, par exemple, deux Etats placés jadis à la tête des découvertes maritimes et du mouvement colonial, et affaissés maintenant sous le poids des longues fautes de leurs gouvernements, le Portugal et l'Espagne, se relevaient enfin de leur chute, n'est-il pas évident que l'Europe industrieuse et commerçante en retirerait d'incalculables bénéfices ? Elargir le cercle au lieu de le rétrécir, c'est la bonne politique, c'est la vraie source du bien ; c'est aussi, on peut le dire à son honneur, la tendance de notre époque. Plus on avance dans la carrière de l'industrie, plus les intérêts des peuples civilisés se mêlent par des transactions quotidiennes, et moins il est possible à un pays de se murer entre ses frontières et de contempler de loin, d'un œil indifférent, la gêne de ses voisins. Ce qu'on a dit des idées, que les baïonnettes ne sauraient empêcher de franchir les distances et de se répandre dans le monde, doit se dire aussi des influences qui affectent le commerce d'un Etat. Il n'y a plus de cordon sanitaire efficace contre ces malaises économiques; l'air même porte avec lui la contagion comme un miasme perfide.

Un jour arrivera sans doute où la solidarité qui existe déjà entre les nations civilisées dans l'ordre industriel réagira sur l'organisation des établissements financiers. Au désir de s'isoler on verra succéder la pensée plus féconde de s'aider mutuellement. Les traités de commerce sont venus dans l'histoire longtemps après les traités politiques; les traités en matière de crédit marqueront une phase plus avancée des relations internationales. Tandis que la politique douanière de la France, sans rester immobile, se montre, non sans raison, moins empressée que celle de la Grande-Bretagne, à supprimer les barrières existantes, la Banque de France, dont la base est pourtant assez étroite, a témoigné par plusieurs actes qu'elle était moins asservie que la banque d'Angleterre à des idées d'isolement. On ne s'attendait guère, de part et d'autre, au milieu de la crise de 1847, à recevoir un bon exemple d'un Etat qu'on tenait pour fort arriéré dans la science économique. Quels que soient les motifs qui l'ont inspirée, la double opération du gouvernement russe s'accordait à merveille avec les principes qui pourraient servir de base à l'organisation d'un crédit européen. S'il était permis d'écarter un peu les nuages de l'avenir, peut-être verrait-on que la solidarité, établie dans une certaine mesure entre les institutions financières des différents pays, doit contribuer puissamment au triomphe de ces idées d'équité et d'union si souvent mises en oubli, et pourtant si conformes aux vrais intérêts des nations chrétiennes.

(*) Voir le *Journal de La Haye* d'hier.

(1) Les contributions montaient en Angleterre à 16 millions sterling en 1790 [illegible] 1812 elles s'élevaient à 64 millions.

Le Roi est arrivé hier en cette résidence, de retour de Tilbourg.

Madame la Princesse Albert de Prusse est arrivée aujourd'hui en cette ville. S. A. R. est descendue au palais du *Noordeinde*.

Une résolution du ministre des finances, en date du 17 septembre dernier, porte que sous l'article *prunes*, tarifé à l'importation d'un droit de 30 cents par 100 kil., sont seulement comprises les prunes séchées de toutes espèces, et que les prunes fraîches appartiennent à l'article *fruits d'arbres frais et séchés, non spécialement tarifés*, dont le droit d'entrée est de 3 p. c. *ad valorem*.

Une résolution ministérielle portant la même date informe le commerce que les chapeaux laqués, quelle qu'en soit l'étoffe, doivent être rangés pour l'acquit des droits d'entrée, dans la catégorie des *chapeaux de toute sorte*, et frappés d'un droit de 25 cents la pièce.

Une troisième résolution du ministre des finances a décidé que la semence de sapin doit être comprise parmi les *graines de jardin*, et est soumise à l'importation d'un droit de fl. 2.50 les 100 kil.

En réponse à la question soumise au ministre des finances, à savoir si lors du renouvellement de la caution pour le dépôt des grains en entrepôt fictif, dont fait mention la résolution ministérielle du 31 août 1847, le receveur doit exiger de l'entrepositeur l'émolument de fl. 3 fixé au tarif D, joint à l'arrêté royal du 6 juin 1819, ou si cet acte doit être fait sans frais ou contre paiement de la moitié de l'émolument, ainsi que cela a lieu lors qu'il s'agit d'une caution supplémentaire, une résolution ministérielle, en date du 18 septembre dernier, a décidé que le renouvellement de la caution n'étant qu'une simple formalité rendue nécessaire par les changements apportés par la loi, il n'y a pas lieu, de la part des receveurs, d'exiger de l'entreposeur cet émolument.

A la Bourse d'Amsterdam d'hier, les fonds hollandais en général étaient plus recherchés que la veille. Les affaires en intégrales étaient très actives. Les actions de la Société de Commerce étaient également demandées, et en hausse de 1/2 p.c.

Des fonds espagnols les ardoins étaient offerts ; par contre le 3 p. c. intérieur s'est très bien maintenu.

Après quelques fluctuations les portugais sont restés à peu près à leur cours d'avant-hier.

Des autres fonds étrangers, les russes anc. ainsi que les Mét. autr. étaient en baisse, les premiers de 1/2 p. c. et les derniers de 1/4 p. c. Dans les autres fonds étrangers il s'est fait peu d'affaires et leurs cours n'ont pas varié.

Le cours de l'argent était : Prêt à garantie 4 1/4 à 4 1/2 p. c. Prolong. 4 1/4 à 4 1/2 p. c. Escompte 4 p. c.

On nous mande de Leide :

Parmi les étrangers célèbres qui dans les derniers jours ont visité ce pays, se trouve le chevalier Bonafous, directeur du jardin de botanique rurale de Turin, de l'Institut de France, chevalier de plusieurs ordres, botaniste et agronome des plus distingués, connu entre autres par son ouvrage magnifique sur *l'Histoire naturelle du Maïs*; et plusieurs autres travaux du plus haut intérêt pour l'agriculture. M. Bonafous a visité quelques-unes de nos villes où il a examiné tout ce qui a rapport aux institutions des Universités de Leide et d'Utrecht.

Le *Times* jette un coup d'œil sur la situation de l'Espagne : selon ce journal, les événements qui ont porté au pouvoir le cabinet actuel de Madrid sont véritablement le produit de la volonté de la jeune reine ; et il y a tout lieu de croire qu'une dissolution des cortès, si elle avait lieu, ramènerait dans le sein de la législature des hommes dévoués à l'indépendance du pays et au trône. Le *Times* ne pense pas que les cortès, renouvelées ou non, doivent être saisies d'un changement dans l'ordre de succession en Espagne, ni qu'il soit question, comme on l'a dit, du rétablissement de la loi salique. « En tout état de cause, ajoute-t-il, ce projet, s'il existe, n'est à coup sûr pas une importation anglaise. »

La *Gazette de Madrid*, du 1er octobre, publie le décret suivant, relatif aux opérations de bourse sur les effets publics :

Ministère du commerce, de l'instruction et des travaux publics.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

A la Reine, — « Madame : L'abus des opérations à terme à la bourse de Madrid a soulevé une réprobation qui a atteint la bourse même. De-là, le discrédit de l'institution et la prohibition absolue des contrats à terme sur les effets publics. Des réclamations en sens opposé, sont venues, depuis, aux oreilles de votre gouvernement : ces réclamations sont fondées sur les avantages incontestables que l'existence de la bourse procure au commerce, et sur la propagation et les funestes conséquences d'un jeu caché, soutenu par des intermédiaires illégaux. Le gouvernement de S. M. déplore les abus commis dans les opérations à terme ; mais il ne juge pas que les prohibitions absolues puissent extirper ce mal, et il craint que de semblables moyens n'attaquent, à leur tour, des intérêts et même des droits qui méritent d'être respectés. Opposer avec prudence des obstacles efficaces aux abus que l'homme introduit toujours dans les actes les plus licites et les plus moraux, voilà, dans l'opinion de vos conseillers responsables, ce que l'on doit faire dans cette situation. Conformément à cette maxime, le ministre soussigné à l'honneur de soumettre à l'approbation de V. M. quelques règles, qui, éloignées de l'exagération des dispositions précédentes, pourront ranimer les opérations licites, diminuer la fraude, atténuer la crise monétaire qui désole la place, améliorer le cours des effets publics, et opposer une digue aux manœuvres frauduleuses qui s'étaient introduites dans les traités à terme.

Dans ces règles, Madame, nous ne confondons pas les opérations à cours, dont la garantie consiste dans la simple parole du contractant, avec celles qui se font sur des effets déposés. Quant aux premières, bien que l'on ne prétende pas annuler l'obligation morale qu'elles entraînent, elles n'auront pas, cependant, la force civile d'obligation, circonstance qui calmera, en grande partie, la propension à ce jeu, puisqu'il n'y aura d'autres garanties, dans ce cas, que la probité et la solvabilité des contractants. Quant aux premières opérations, la garantie est complète, et elles ne dépasseront jamais les facultés des vendeurs. »

Décret Royal. Conformément à ce qui m'a été proposé par mon ministre du commerce, de l'instruction et des travaux publics, dans l'exposé des motifs ci-dessus, j'ai décrété ce qui suit :

Art. 1er. Les opérations à terme sur les effets publics n'auront pas force civile obligatoire, à moins que le dépôt des effets ne soit effectué, dans lequel cas elles acquerront force exécutoire.

Art. 2. Le terme des opérations ne dépassera pas cinquante jours.

Art. 3. Le jour de la liquidation sera à volonté.

Art. 4. Les agents sont responsables dans les opérations au comptant et dans celles à terme, lorsqu'il y aura dépôt des effets.

On a reçu par le steamer le *Jupiter*, arrivé à Southampton, des nouvelles de Lisbonne du 29 septembre ; en voici le résumé :

Le différend survenu entre le comte de Thomar et le maréchal Saldanha s'est arrangé à l'amiable, et ces deux chefs de parti se sont coalisés pour lutter de concert aux élections prochaines contre les septembristes et les miguélistes, qui paraissent vouloir se réunir aussi.

On dit qu'une nouvelle crise ministérielle est imminente.

Le comte de Bomfin et les autres insurgés, déportés à Angola, et que la frégate anglaise le *Terrible* devait ramener, ne sont point encore revenus à Lisbonne.

L'escadre de l'amiral sir Ch. Napier est toujours à l'ancre dans le Tage, mais elle se dispose à aller faire une nouvelle croisière d'exercices.

La malle de l'Inde a apporté des nouvelles de Bombay, en date du 31 août. Le principal fait qu'elles annoncent est la démission officielle de sir Ch. Napier, ex-gouverneur du Scinde, qui s'est embarqué avec sa famille et une grande partie de son état-major sur la steamer *Mozuffur* pour se rendre en Europe.

Le Punjab continue d'être fort tranquille. Une mesure importante a été prise par le Durbar : l'armée sikhe permanente se composait de 280,000 hommes, avec un parc d'artillerie de 300 canons. Elle vient d'être réduite à 34,000 hommes, dont 10,000 irréguliers. Le pays sera ainsi débarrassé, en temps de paix, d'une soldatesque inactive et turbulente.

Une mission scientifique anglaise est partie pour le Thibet chinois.

Les nouvelles de la Chine vont jusqu'au 25 juillet seulement, voie de Bombay. La tranquillité n'a pas été troublée depuis les derniers avis; mais la position ne s'est pourtant point améliorée.

On lit dans la *Gazette populaire* de Berne, 2 octobre :

Le bruit dont nous avons fait mention récemment, et suivant lequel il serait survenu une rupture entre le président de la diète et le chargé d'affaires britannique relativement à l'identité de la note lue et de celle remise par ce dernier, n'a pas été réfuté par les organes du gouvernement; au contraire, on assure que des paroles assez vives ont été échangées entre ces deux personnes. On ajoute que M. Peel a remis ou envoyé, il y a huit jours, une seconde note à M. Ochsenbein. Le public est très-curieux d'en connaître le contenu.

Le *Journal du Hâvre* contient le récit d'un acte de violence qu'aurait accompli, sur la rade de Sainte-Hélène, un officier de l'escadre des côtes occidentales d'Afrique, à bord d'un navire de commerce des Etats-Unis. Voici les faits tels qu'ils sont rapportés dans ce journal :

« Le baleinier *le Popmunnet*, capitaine Tilton, arrivé le vendredi 10 septembre à New-Bedford, après avoir parcouru l'Océan Indien, a été obligé de relâcher en détresse, le 27 mai 1846, à Sainte-Hélène, où il a été en butte aux procédés les plus arbitraires de la part des officiers du steamer de guerre anglais *le Styx*. On verra, par le rapport même du second, M. Perry-N. Hall, que nous transcrivons ci-dessous, jusqu'où vont le sans-façon et la violence des officiers de Sa Majesté britannique :

« Aussitôt l'arrivée du *Popmunnet* sur rade de Sainte-Hélène, M. Tilton et son lieutenant se rendirent à terre, me laissant le commandement du navire. Quelques hommes de l'équipage, qui avaient besoin de soins, furent aussi envoyés à terre; parmi eux se trouvait le timonier, nommé Edward Marsh, que nous avions embarqué à Fayal. Quelques heures après le départ du capitaine, nous vîmes s'approcher du bord une embarcation anglaise, montée par un officier du *Styx* en grand uniforme, et sur laquelle se trouvait Edward Marsh, le timonier dont je viens de parler. Le commandant fit accoster, et, étant monté sur le pont, me dit que Marsh venait de s'engager à bord du *Styx*; qu'en conséquence il me priait de lui donner tous ses effets. Je lui répondis que le capitaine m'ayant confié le navire, je ne pouvais rien laisser enlever sans son consentement, surtout dans les circonstances présentes; mais que M. Tilton ne tarderait pas à revenir, et que je lui transmettrais sa requête.

» Cette réponse ne parut pas le satisfaire, car, m'ayant répété sa demande, il ordonna à son équipage, après un nouveau refus de ma part, de monter à bord. Conduits par Marsh, les matelots anglais descendirent dans la cale, où ils mirent le désordre, enlevant les effets et le lit de notre timonier, qui fit tout transporter dans l'embarcation anglaise. Je compris l'intention de l'officier anglais, je protestai solennellement contre la violence qu'il employait à mon égard; mais, sans tenir compte de mes remontrances, il continua son déménagement, et retourna vers *le Styx*, ne daignant pas plus s'inquiéter de moi que s'il se fût trouvé à son bord.

» Le soir même, j'envoyai une lettre au capitaine pour lui rendre compte de ce qui s'était passé, et l'engager à renouveler ma protestation entre les mains du consul des Etats-Unis à Sainte-Hélène; ce qu'il fit, ayant soin de signaler le préjudice que cet acte arbitraire pouvait lui causer, surtout lorsqu'il s'agissait d'un homme aussi essentiel qu'un timonier, et alors que plusieurs de nos matelots étaient incapables de travailler, par suite de maladie. »

Dans un article publié par le *National*, la feuille démocratique dit que les banquets réformistes qui ont lieu dans les départements de la France, causent au gouvernement une grande épouvante. Le *Journal des Débats* affirme que cette assertion est toute gratuite. Sans doute il ne prétend pas que ces réunions soient absolument sans danger; cependant il n'est pas inquiet. Puis il ajoute les réflexions suivantes :

« Sous le nouveau masque qu'ils ont pris, nous reconnaissons les partis que nous avons combattus, que nous avons vaincus; ils ne nous effraient pas; ils s'agitent, ils ne réussissent pas à agiter la France. Ils ont fait beaucoup de bruit, l'opinion publique ne leur répond pas. Parce qu'à force de se donner beaucoup de mal, ils parviennent à se rassembler cinq cents dans un banquet, ils se posent comme s'ils étaient le pays lui-même; ils nous menacent au nom de la France. Nous sommes tranquilles; la France se chargera de leur prouver une fois de plus, si cela est nécessaire, qu'ils ne sont pas elle. Vous vous réunissez tout ce que vous êtes d'oppositions de toutes les couleurs, centre gauche, gauche, républicains, socialistes; vous battez le rappel dans les coins de toutes les factions, vous acceptez tous les drapeaux, vous confondez sur un mot équivoque toutes vos passions, toutes vos théories les plus contraires entre elles, tous vos desseins secrets ou publics, et vous vous trouvez cinq cents dans un banquet! le beau miracle! Voilà l'opinion publique; voilà la France! Oui, la France des partis et des factions, la France des minorités! nous n'ignorions pas l'existence de celle-là. Vos banquets ne nous apprennent rien. Vous la faites marcher comme vous voulez. Elle vote avec vous aux élections, elle signera avec vous des pétitions pour la réforme; elle assistera à vos banquets. Ce sera toujours la France des minorités. Il y a une autre France que vous n'avez pas, que vous aurez moins que jamais avec vos turbulentes démonstrations, la France laborieuse, la France constitutionnelle, la France des majorités! — Allez, transportez votre théâtre de ville en ville, faites monter sur la scène les cinq ou six acteurs qui figurent dans toutes vos représentations et qui s'essoufflent à répéter le même rôle. Vous voulez des banquets, vous en aurez. Vous trouverez partout les éléments de votre opposition, des mécontents, des ambitieux, des jaloux; il n'y a pas de ville qui n'ait son centre gauche, sa gauche, ses légitimistes, et même ses républicains. Vous vous agitez vous-mêmes, vous n'agiterez pas le pays! »

Affaires d'Italie.

Les journaux étrangers ne nous apprennent aujourd'hui rien de nouveau sur l'évacuation de Ferrare; mais une lettre particulière, qui est arrivée de Rome, confirme pleinement tout ce qui a été dit à ce sujet. Nous devons ajouter cependant, dit le *Journal de Bruxelles*, que cette lettre ne parle pas de la rentrée des Autrichiens dans la citadelle comme d'un fait accompli, mais comme d'une mesure qui ne devait pas tarder à s'exécuter. Cette importante nouvelle a été transmise à la chancellerie romaine à Bruxelles par un courrier venu de Vienne.

La lettre de notre correspondant renferme aussi quelques détails sur les intrigues diplomatiques auxquelles l'affaire de Ferrare a donné lieu. Il paraît que les gouvernements étrangers, tout en engageant le saint-siége à se montrer accommodant vis-à-vis de l'Autriche, faisaient vivement désapprouver à Vienne la prise de possession de Ferrare. Des manœuvres de tout genre ont été employées pour empêcher l'accomplissement des vœux du gouvernement pontifical; mais la sage modération de Pie IX, jointe à une grande fermeté, a fini par vaincre tous ces obstacles.

Turin, 25 septembre.

MM. les marquis Doria, Raggi et Balbi, qui, comme nous l'avons annoncé, avaient été mandés ici par le roi Charles-Albert, avaient reçu de S. M. l'accueil le plus gracieux avec l'invitation de lui faire connaître les vœux des Génois relativement aux réformes politiques, assurés qu'ils pouvaient être que ces vœux seraient pris en sérieuse considération par son gouvernement. Enhardis par une réception aussi prévenante, ces messieurs adressèrent au roi une pétition dans laquelle ils priaient S. M. d'accorder une plus grande liberté de la presse, l'établissement d'une consulte (assemblée représentative) et d'une garde nationale, et la garantie de l'indépendance de l'Italie. Le comte Villa Marina, ministre de la guerre, leur fit répondre de suite que le gouvernement trouvait que l'extension actuelle de la presse était en rapport avec les besoins de l'époque et avec la situation du pays; que les Etats provinciaux du royaume et le ministère à Turin rendaient une consulte superflue; que l'établissement d'une garde nationale ne causerait que des dépenses au pays, et que l'organisation militaire actuelle était tout-à-fait propre à protéger tous les habitants; que pour ce qui concernait la garantie de l'indépendance de l'Italie, S. M. ne pouvait rien prescrire aux autres princes italiens, mais qu'elle n'hésiterait jamais à repousser à main armée toute attaque dirigée contre l'Italie, et qu'elle l'aurait fait si, *comme plusieurs l'avaient cru à tort*, une puissance ennemie quelconque avait médité une pareille attaque contre les Etats pontificaux.

Cette réponse était accompagnée de la permission pour les pétitionnaires de retourner à Gênes, où ils sont arrivés.

Naples, 22 septembre.

Un courrier de la légation autrichienne a été expédié hier à M. le comte de Fiquelmont à Milan. Le roi est extrêmement occupé; il consulte les personnes expérimentées de toutes les classes. On croit qu'il paraîtra bientôt des décrets relatifs aux réformes tant désirées; on désire surtout que la Sicile soit délivrée du système onéreux qui pèse sur les propriétés foncières. On conçoit que les troubles de la Calabre compromettent plusieurs Calabrois qui séjournent à Naples; ainsi s'expliquent naturellement les nombreuses demandes en grace dont le roi est, pour ainsi dire, assailli. Dimanche dernier, une dame, accompagnée de ses cinq enfants, s'est jetée aux genoux du roi à Caserta.

Il paraît se confirmer que l'insurrection de la Calabre touche à la fin.

Les nouvelles de la Sicile sont tranquillisantes; le bruit de désordres éclatés à Syracuse ne s'est pas confirmé, mais la défiance et la peur règnent partout.

L'assassin du brave capitaine Cava a été fusillé à Reggio.

Les émigrations en Angleterre.

L'absence de concours de la part du gouvernement anglais dans l'émigration, et les tristes résultats que le système actuel a produits dans ces derniers temps au Canada surtout, inspirent au *Times* les réflexions suivantes :

« Dans toutes ces vastes possessions qui constituent notre empire d'outre-mer nous avons fort peu de colonies, et à peine en avons-nous une qui soit digne de ce nom. Au milieu de tous ces pays lointains l'Angleterre ne trouve nulle part une ressemblance d'elle-même; il est impossible de trouver un enfant véritable de cette majestueuse mère. Nous avons peuplé des plantations d'esclaves, nous avons établi des soldats sur des rochers et nous avons répandu le crime dans les solitudes; nous avons subjugué des barbares sans oser nous mêler de leur religion ni de leurs mœurs. Nous avons permis au vice, à la misère, au mécontentement de venir se réfugier à l'abri de nos lois et sous la protection de nos armes, et nous les y avons même encouragés. Nous avons étendu les limites de notre empire au prix des plus grands sacrifices, et cependant l'Anglais qui quitte le sol anglais, ne peut espérer revoir son heureuse patrie que lorsqu'il aura de nouveau foulé le sol de son île. Le Bas-Canada est presque encore une province française, l'Espagne vit dans les contrées de l'Amérique centrale et méridionale. L'Angleterre seule ne retrouve son image nulle part.

La vérité est que, malgré nos immenses ressources, nous n'avons jamais essayé de coloniser d'une manière grande et digne; à peine avons-nous posé la question de savoir ce que doit être une colonie britannique. L'antiquité nous a pourtant laissé de magnifiques exemples; dans la diffusion de la race humaine et de la religion sur le sol du monde connu, nous avions des précédents par lesquels nous pouvions facilement nous instruire, et la découverte d'un monde nouveau ouvrait le champ aux plus vastes desseins. Notre race est féconde, aventureuse et favorisée du sort, et cependant elle n'a pas toujours su profiter de ces avantages. L'Angleterre a non seulement été la dernière puissance maritime de l'Europe qui ait mis un pied sur le Nouveau Monde, mais elle a été en retard de plusieurs générations pendant tout un siècle depuis le jour où Colomb envoya son frère pour réclamer l'appui d'Henry VII; jusqu'à la fin de la dynastie des Tudors, le gouvernement ne s'occupa pas de la colonisation des pays transatlantiques et ne contribua à cette œuvre que par deux ou trois chartes ridicules et sans portée. La reine Elisabeth anéantit l'invincible Armada et reçut Drake au retour d'un voyage de circumnavigation; mais à la mort de cette souveraine il n'y avait pas un seul sujet anglais établi en Amérique. L'histoire de l'Amérique anglaise date de la première année du règne de Jacques Ier; mais les mémoires particuliers et autres écrits de cette époque et des règnes suivants prouvent combien furent vains les efforts des hommes éclairés et religieux qui voulaient que l'Angleterre, telle qu'elle est, avec son gouvernement et son église, fût transplantée dans ses nouvelles possessions. Depuis les jours de Raleigh, Hakluyt et Bacon, jusqu'à la fatale année 1775, ce n'est qu'une série continuelle de protestations contre l'esprit étroit, sordide et cupide qui présidait aux entreprises de colonisation. Des marchands, des matelots, des déserteurs, des condamnés, des esclaves, des hommes mis hors la loi, des hommes d'anarchie et de fanatisme, tels furent les premiers, et, pendant plusieurs générations, les seuls éléments d'une société qui devait un jour nous chasser du Nouveau-Monde et même nous braver dans l'ancien. C'était une plantation, un établissement, mais ce ne fut jamais une colonie. Cette aggrégation d'hommes que nous avions laissée grandit dans un isolement absolu de toutes les influences qui forment la société anglaise et sont la vie de l'Etat britannique, secoua, lorsqu'elle se vit assez nombreuse et assez forte, l'autorité d'un gouvernement avec lequel elle n'avait aucune communauté de sentiments ni d'institutions. Lorsque ces hommes, aux tendances rudes et grossières, éprouvèrent pour la première fois les instincts de la vie politique, ces instincts furent tellement vifs qu'ils les séparèrent irrésistiblement de la mère-patrie. Telle est l'origine de la plus sombre page de notre histoire, la plus sombre jusqu'à présent; car, comme nous suivons les mêmes errements impolitiques, une page plus funeste pourrait bien nous attendre.

Qui a retenu jusqu'à ce jour le Canada sous notre dépendance? ce ne sont, ni les affinités politiques, ni la similitude de race, ni la communauté d'institutions, ni la force des armes. C'est à son origine française que nous devons la possession de cette colonie. Les habitudes sociales ont prévalu sur les antipathies nationales; élevons le Canada au niveau de l'Angleterre, et il sera toujours à nous. Autrement... mais qu'avons-nous besoin de répéter ce que tout le monde prévoit, ce que la législature n'aura cependant pas la force de reconnaître d'une manière pratique.

En Angleterre, un président des sessions de cour d'assises, un représentant de comité, un millionnaire, un propriétaire de meute, un avocat habile peut arriver à la pairie, et le titre de baronet est souvent accordé pour les plus humbles services, tandis qu'un homme qui enrichirait la reine d'une province réclamerait en vain un titre de noblesse, tant on fait peu de cas de la colonisation et des colons.

Ce n'est pas sans motif, ni sans raison que nous cherchons à éveiller le bon sens et les nobles instincts du pays en faveur d'un système de colonisation entièrement nouveau. Le monde entier est cette année témoin d'un [illegible] précédent et qui semble appeler d'une voix de tonnerre des mesures pr[illegible] empêcher qu'il ne se présente encore ce qui n'est que trop probable. En [illegible] la population de l'Amérique septentrionale anglaise s'élevait à [illegible] bitants. Avant la fin de l'année dans laquelle nous sommes, près de 10[illegible] individus, c'est à dire un vingtième de la population de cette contrée [illegible] arrivés dans le St Laurent, presque tous arrivant de l'Irlande. Ces émig[illegible] bien loin de représenter en rien la fortune, l'éducation, le rang, les habi[illegible] la fidélité, tout le caractère enfin de la mère-patrie appartiennent [illegible] plus basses classes de la population irlandaise. Ils représentent, ils empo[illegible] avec eux la misère, la dégradation, le fanatisme religieux, un vif ressen[illegible] des maux qu'ils ont soufferts, une haine dévorante contre le nom anglais [illegible] siècles n'effaceront pas de leur mémoire vindicative et de celle de leurs [illegible] fants les tristes circonstances de leur bannissement, de leur voyage à [illegible] l'Atlantique, de leur arrivée et de leur dispersion sur une terre inhospita[illegible] Les détails lamentables que publient les journaux canadiens ne trouvent [illegible] d'analogue dans les annales d'aucun peuple. Ces cent mille malheureux [illegible] la mort de plusieurs milliers de leurs frères emportés par les maladies [illegible] traversée ou dans les baraques-hôpitaux, sont dirigés vers Toronto et dan[illegible] les provinces du Haut-Canada, répandant la mort et la maladie sur leur pa[illegible] et réduits pour la plupart aux secours et aux aumônes des âmes chari[illegible] les prêtres les médecins qui leur ont prodigué leurs consolations et leurs [illegible] ont succombé presque tous, martyrs de leur dévouement évangélique [illegible] est la colonisation britannique sous le système actuel, ou plutôt grâce au [illegible] que absolu de tout système. Que devons-nous attendre, si ce n'est d'une [illegible] population démoralisée et mécontente, une colonie perdue et une ri[illegible] grandira par nos pertes? et à qui devrons-nous nous en prendre de ces [illegible] bles résultats?

Nouvelles d'Angleterre.

La crise s'aggrave de jour en jour en Angleterre; déjà [illegible] est parvenue à un degré d'intensité tel qu'il y a tout lie[u de] craindre que de nombreux sinistres ne viennent s'ajouter [illegible] re à tous ceux que nous avons déjà enregistrés. La secousse [illegible] désormais trop forte pour que tout le monde ne la ressente. Aujourd'hui même les journaux de Londres nous apprennent que deux grandes maisons viennent aussi de succomber. La [illegible] importante est celle de MM. John Thomas fils et Lefèvre [illegible] font des affaires très-considérables avec St.-Pétersbourg [illegible] passif de cette faillite est évalué de 350 à 400,000 liv. L'[illegible] est celle de MM. Rougemont frères, qui s'occupait plus par[ticu]lièrement d'opérations de change et qui représentait, en [qua]lité d'agent, la banque de Flandre à Londres; le passif de [illegible] maison est, dit-on, aussi très-considérable. Ces deux mai[sons] étaient considérées parmi les plus respectables de la Cité et [illegible] déconfiture excite des regrets universels.

La crise s'est aussi prononcée à Dublin. La maison Mer[illegible] Molly, qui faisait le commerce d'exportation de bétail, a an[non]cé sa faillite avec un passif de 60 à 70,000 liv. st.

A Manchester les désastres sont également très-nomb[reux]. On a annoncé la faillite de M. James Quest, manufacturier [illegible] un passif de 70,000 liv. st.; celle de MM. Storks et Tait [illegible] un passif de 30,000 liv.; de M. Copper, pour 30,000 liv. [illegible] MM. J. Armstrong et Glover, pour un chiffre considérable [illegible] MM. Render et Milner, de M. Broadhurst, marchand de gra[illegible] Edward Botter, Wilson et Potter.

La crise se fait aussi sentir à Halifax, à Maddersfield, et [illegible] mot dans toutes les villes industrielles.

Persuadé qu'il est utile de signaler tous les faits propres [à] jeter du jour sur cette grave situation, nous reproduisons [la] lettre suivante que publie aujourd'hui le *Journal des Débats*.

« Liverpool, le 1er octobre 1847.

» Nous vous adressons un résumé des affaires en septembre, qui [illegible] les produits ont été beaucoup moins considérables que depuis nombre [d'an]nées. Vous avez appris par les journaux les nombreuses faillites qui ont [illegible] déjà en juillet et en août dans le commerce des blés; dès lors, dans pr[illegible] toutes les branches, des maisons réputées colossales ont dû succomber; elles ont déjà entraîné d'autres moins importantes; mais il est difficile de croire [que] les masses de papier en souffrance qui sont en circulation, n'entraîneront [pas] d'autres dérangements. L'on évalue à plus de 8 millions sterl. le montant [du] passif des maisons qui ont suspendu; et cela sans mettre en compte les gr[illegible] courtiers d'escompte qui ont arrêté, mais qui doivent, dit-on, recommencer [à] travailler.

» On a beaucoup comparé le moment de crise dans lequel nous nous trouv[ons] avec la mémorable année 1825; mais, si des maisons haut placées ont dû [sus]pendre, la position du pays est bien moins critique qu'alors, car, grace au[x sa]ges mesures connues sous le nom de *Peel's-bill*, la limite d'émissions imp[osée] aux banques de province, fait que nous n'avons pas eu un seul dérangement de ces banques. (En 1825, cent soixante-sept banques de province et [illegible] banquiers ou caissiers de Londres arrêtèrent). Personne n'a jamais eu le m[oin]dre doute quant au paiement en or du papier-monnaie; on n'a eu aucune [in]quiétude pour les vastes sommes déposées dans nos caisses d'épargne; enfin [le] commerce et l'industrie ont seuls souffert, et le public est resté étranger [à la] crise.

» Il est difficile de préciser convenablement les causes de notre triste [situa]tion actuelle : la mauvaise récolte de 1846, les importations de céréales et [les] exportations d'or ont hâté peut-être, mais n'ont pas produit les embarras com[merciaux]. Il faut remonter plus loin, et nous ne sommes pas éloignés de croire, [com]me deux de nos journaux les plus éclairés l'ont depuis longtemps indiqué, que la conversion d'une trop grande quantité de capitaux flottants en capitaux fixes, par les travaux de chemin de fer et autres, est la vraie cause de la [gêne] financière de notre pays, qui a dépensé plus qu'il ne pouvait le faire, et [dont] les ressources, absorbées par un seul genre de débours, ne suffisent plus p[our] les affaires courantes.

» Nous avons cherché à nous former une opinion de l'étendue des dépenses faites et à faire pour les chemins de fer, les seuls travaux dont on ait une con[naissance] un peu précise; mais c'est un travail impossible à faire comp[lètement]. Voici toutefois le résultat de celui que nous avons pu préparer; il ne com[prend] que les chemins de fer cotés à Londres, et même pour portions de ce[ux-]là, nous n'avons pu obtenir des données exactes pour les débours faits par [les] actionnaires, ni pour les sommes empruntées, ni pour les valeurs au 1er jan[vier] et au 18 septembre 1847. Les chiffres que nous vous donnons sont tous [au-]dessous de la vérité.

» Capital versé par les actionnaires sur chemins de fer achevés ou en con[s]truction, 111 millions 434,000 livres sterl.; capital emprunté par les com[pa]gnies, 30 millions 600,000 liv. st.; capital que les actionnaires sont encore [en]gagés à verser, 100 millions 436,000 liv. st.

» Les chiffres sont effrayants.

» Il y a de plus une dépréciation sur les cours du 1er janvier 1847 au 18 [sep]tembre de la même année, qui, si on la faisait porter sur la totalité des ac[tions] créées, pourrait être évaluée à 33 millions st.

» Déjà les prix avaient énormément baissé depuis 1845, et nous ne pr[illegible] en considération que les chemins de fer anglais, laissant de côté ceux de[s] colonies, en exécution avec des capitaux anglais, et ceux du continent [illegible] quels de grandes pertes ont été réalisées par des actionnaires anglais.

» Si nous avons mis le doigt sur la cause de la crise, nous pouvons ajouter que le mal, qui semble avoir atteint son plus haut degré, tendra chaque [illegible] diminuer. Toutes les compagnies se montrent disposées à faire construire [illegible] lentement, et chaque mois une petite portion de capitaux restés improductifs devient une source de revenus au fur et à mesure que les lignes [illegible] activité; mais il nous semble que l'argent ne peut pas rester cher [illegible] core fort longtemps, et l'échec que le crédit a reçu enrayera l'[illegible] prise; notre pays est du reste fort élastique, et il se relèvera pro[illegible] promptement qu'on n'ose l'espérer.

» Les cours des cotons et des laines ont fléchi sensiblement pendant ce mois, ce qui n'a pas eu d'effet apparent sur la consommation; mais nous avons lieu de croire que beaucoup de filateurs travaillent avec avantage, et nous savons que les dépôts de tissus et de cotons filés sont très-réduits. Il y a une amélioration graduelle dans la demande des calicots grossiers et pour la majorité des articles qui se produisent à Manchester; les prix respectifs de la matière première et de celle ouvrée laissent maintenant marge aux fabricants. »

Nouvelles d'Amérique.

...recevons les journaux de New-York, du 6 au 15 septembre. Ils ne renferment sur les affaires du Mexique, aucune nouvelle qui ne nous soit arrivée par une voie plus prompte; ...comment ...la situation respective de l'armée mexicaine et de l'armée des Etats-Unis, ils regardent le dénoûment ...se comme imminent. Déjà, le bruit de l'entrée du général Scott à Mexico a couru plusieurs fois. Il est probable que, ...se réalise, les Etats-Unis, qui ne demandent pas mieux ...terminer la guerre, ne tiendront pas à occuper tout le ...e, qui serait une charge très-lourde pour leurs moyens ...et qu'ils choisiront les meilleures parties de cette dépouille en se repliant vers les frontières.

...Courrier des Etats-Unis contient le texte de l'armistice ...à la suite des dernières batailles. Il est ainsi conçu :

...des armées ne pourra ni être renforcée, ni élever de nouveaux travaux de défense, ni dépasser sa ligne actuelle durant l'armistice; en un mot, ...armées ne devront en aucune manière s'inquiéter mutuellement, sans ...ies 48 heures à l'avance. »

...trouvons dans le même journal d'assez longs détails sur ...ion présidentielle. Les partis organisent leurs bataillons ...campagne qui approche; et à cette guerre domestique, ...mexicaine vient naturellement fournir un contingent ...rée et de déceptions. Le *Courrier* dit à ce sujet :

...sur lequel tout le monde reste d'accord, c'est que, de quelque ...termine le différend avec le Mexique, les négociations ou la con... peuvent obtenir, en faveur des Etats-Unis, d'autre indemnité que ...s. Or, c'est de ce point de rendez-vous universel que partent les ...verses que s'apprêtent à suivre les groupes politiques du combat électoral ...sans dire que la trop célèbre question de l'esclavage est le texte ...divisions. D'une part, nous entendons dire que les territoires à an...ont être constitués sur le pied septentrional; d'autre part, on veut ...mation en Etats de la confédération soit imitée au Sud; ici, on ...laisser à leurs futurs habitants la faculté d'y introduire les institu... jugeront convenables; là, on parle d'un moyen terme qui tendrait ...moitié des acquisitions au génie du Nord, et l'autre moitié aux idées ...du, une cinquième opinion, longuement débattue ces jours der... presse de New-York a fait son apparition motivée dans les colon...*tional Intelligencer*, en ces termes précis : *Plus de territoire!* Les ...dessinés, chacun se met en marche pour trouver l'incarnation de ...'il porte sur sa lanterne : le président est l'objet de la découverte. »

...pensons que nos lecteurs, auxquels nous avons fait con... commentaires du *Times* sur les événements graves ...ent d'avoir lieu sous les murs de Mexico, liront avec ...observations de l'*Union de Washington*, feuille offi...n égard de ces mêmes événements :

...elles que nous donnons aujourd'hui, dit l'*Union*, ne sont pas ..., car les dépêches du général Scott rendant compte de sa marche ...apitale du Mexique et des deux batailles qu'il a livrées à la vue ...de Mexico, ne sont pas encore parvenues au gouvernement. Nous ne ...résultat de ces combats meurtriers que par ce que nous en apprend ...*olo oficial del Gobierno* (Journal officiel du gouvernement mexi...) ...nous pour authentique tout ce que cette feuille publie ...s des deux défaites successives éprouvées par les Mexicains, sans ...cherche aucunement à pallier la gravité de ces désastres. Elle ...désordre de la fuite des troupes vaincues, la confusion qui ...parmi les corps rentrés dans la capitale; elle reconnaît que la ...accordée par le général Scott à la sollicitation du gouverne...cain, et que le congrès a été convoqué pour prendre en considé... propositions de M. Trist. Voici la traduction de l'article du *Diario oficial* :

...août les troupes de Scott qui avaient eu l'intention de marcher sur ...ont tourné cette position et sont arrivées près de Tacubaya. Aussitôt ...nouvelles ont été connues à Mexico, la division Valencia se porta à ...des Américains à Los Llanos de San Angel et fut complétement mise ...e, après cela arriva Santa Anna avec une autre division qui éprouva ... sort après quelques combats. Les Mexicains se retirèrent en grand ... dans la capitale et telle était la panique causée par leur défaite que ...e des affaires étrangères convoqua immédiatement le congrès afin ...en considération les propositions de M. Trist. Une suspension d'ar...demandée par les Mexicains, et accordée. Les Américains cernent ...mais ils n'étaient pas encore entrés dans cette ville le 21 de ce mois. »

...les détails bien succincts que le journal mexicain nous fournit de ...ements importants. Aucun courrier envoyé par le général Scott n'é...à Vera-Cruz jusqu'au moment du départ du navire le *Fashion*, par ... *Diario oficial* est arrivé à la Nouvelle-Orléans. Il est clair que la ...Mexico est à la merci du général Scott. S'il n'a pas occupé la ville, ...doute pour ménager l'orgueil national au moment où les négociations ... sont peut être à la veille de rétablir la paix entre les deux républi...ques ...possible aussi que les sentiments d'humanité qui distinguent le ...Scott l'aient engagé à ne pas exposer cette grande ville au danger ...pation militaire.

...négociations entamées n'amenaient pas la paix, le général Scott avec ... que lui envoie le général Taylor, avec ceux partis de Vera Cruz ...vent être déjà arrivés à leur destination, et les six nouveaux régiments ...ge sur Mexico par terre et par mer, se trouvera à la tête de 25.000 ...en armés, bien équipés, et animés d'un tel enthousiasme qu'aucune ...que le Mexique puisse mettre sur pied ne pourra leur opposer de résistance.

...e de tous les ports de mer et de la capitale du Mexique, il lui sera facile, ...affaiblir son armée, de détruire les bandes de guérillas qui ont pris ...non pas par patriotisme, mais dans l'espoir de piller quelques con... faiblement escortés. A moins donc que l'esprit d'infatuation qui a ...gouvernement mexicain depuis le commencement de la guerre ne ...prévaloir dans ses conseils, nous croyons que la paix aura lieu. Dans ...e contraire, les troupes américaines établies dans Mexico avec de forts ...à Queretaro, Guanajuato, Zacatecas et Guadalajara, occupant ...Nouveau-Mexique et toute la Californie, recevant les produits des douanes établies dans les ports mexicains sur les deux Océans, domineront aussi complétement le Mexique que si la république tout entière était *annexée* à l'Union. Nous ne connaissons pas assurément le plan de campagne du gouvernement, et nous n'avons pas la présomption de lui en tracer un : mais ...pouvons dire avec certitude que la guerre sera continuée avec vigueur ...ce qu'une paix, assurant les droits et l'honneur national, en ait été le ...at. Que les ennemis du gouvernement américain calomnient ses intentions et censurent ses mesures, ils en ont le droit; mais les hommes d'Etat ...le peuple a confié la gestion de ses affaires, sont hardis, résolus et rien ...rra les détourner de la tâche glorieuse que la patrie leur a ordonné ...plir.

...*London Times* n'a jamais écrit plus d'absurdités, il n'a jamais montré ...orance plus absolue, plus obstinée de l'énergie de notre nation, ...quelques-uns de ses derniers numéros. Par exemple, voici ce qu'il ...é résultat de la marche du général Scott sur Mexico :

...s tous les cas les forces mexicaines doivent devenir plus nombreuses ...tout à gagner et rien à perdre par les délais, tandis que les Amé...ns ... des défilés étroits, difficiles, isolés dans un pays hostile, cer... population irritable, fatigués, affaiblis par des combats sans ...elés, décimés dans leur dépôt sur la côte par le terrible *vomito* ...), doivent, chaque semaine, pendant la prolongation de la lutte, ...r leur nombre, s'évaporer leur ardeur. — De-là le désir des ...chaque nouvelle victoire, d'obtenir la paix. D'un autre côté, le ...la patrie prescrit aux Mexicains, est de se montrer obstinés, irrités; ...besoin de dire non ! il leur suffit de ne pas dire oui ! Qu'ils se dé... invincibles. Ils n'ont besoin ni de s'armer ni de combattre; ...valeureusement assis chez eux jusqu'à ce qu'ils soient tentés de ...partager les dépouilles d'un ennemi en déroute. »

Que le *London Times* attende encore quelques jours et il verra comment se sont accomplies ses prophéties sur le résultat de la campagne du général Scott. Il verra combien peu nous avons cherché à corrompre, à intimider par des menaces; il apprendra combien les Mexicains se sont montrés habiles à vaincre; il apprendra surtout à apprécier la victorieuse énergie de nos soldats. C'est alors qu'il connaîtra tout le mal que ses pernicieux avis ont fait au peuple que ses conseils ont égaré. »

Si nous en croyons le *Washington-Union*, qui est l'organe du gouvernement, les Etats-Unis ont déjà expédié au Mexique, pour les dépenses de la guerre, plus de 12 millions de dollars (64 millions 800,000 fr.) en numéraire, depuis le commencement de l'année 1847, sans compter l'argent qui a pu être envoyé sur ce point par des particuliers. D'un autre côté, le montant total des espèces importées dans les Etats-Unis, pendant les sept premiers mois de cette année, est estimé entre 33 et 35 millions de dollars (178 à 187 millions de francs). Les expéditions d'espèces pour le Mexique peuvent servir à expliquer pourquoi, malgré cette énorme importation de numéraire, les dépôts d'espèces aux banques d'Amérique présentent si peu d'augmentation sur le chiffre de l'année dernière.

—

L'année commerciale aux Etats-Unis expire le 31 août. A la fin de cette période il n'est pas sans intérêt d'examiner les résultats du commerce des grains, pendant ces douze mois d'une activité commerciale sans exemple dans le passé.

Les divers ports des Etats-Unis ont expédié du 1er septembre 1846 au 31 août 1847, savoir :

	3,148,631	barils de farine de froment pour l'Angleterre
	597,870	» » » » la France
et	589,310	» » » » les autres pays.
Total.	4,335,811	» » »
	753,637	barils de farine de maïs pour l'Angleterre
	4,175	» » » » la France
	97,395	» » » » les autres pays.
Total.	855,207	» » »
	3,873,194	boisseaux de froment pour l'Angleterre
	1,180,785	» » » la France
	327,132	» » » les autres pays.
Total.	5,381,111	» »

Le total des exportations du maïs a été de 17,546,637 boisseaux; du seigle, de 985,868 boisseaux; de l'avoine, de 481,805 boisseaux, et de l'orge, de 308,369 boisseaux.

Les chiffres qui précèdent, en convertissant la farine en froment, à raison de 5 boisseaux de froment pour chaque boisseau de farine, et la farine de maïs en grain, à raison de 4 boisseaux par barils, nous donnent le résultat général suivant pour l'exportation de l'année du 1er septembre 1846 au 31 août 1847 :

	3,382,521	quarters (à 2 hectol. 82 livres) de froment.
	2,619,682	» » de maïs.
	123,152	» » de seigle.
	60,223	» » d'avoine.
	38,514	» d'orge.
En tout	6,224,124	» de céréales de tout genre.

Nouvelles de Bavière.

Munich, 2 octobre.

Dans la séance d'aujourd'hui de la chambre des députés, M. le baron de Zu-Rhein, commissaire du ministère des finances, a présenté un projet de loi tendant à élever de 3 1/2 à 4 p. c. l'intérêt de l'emprunt que les Etats ont voté pour la construction des chemins de fer du pays, ainsi que celui de la dette mobile de l'Etat; l'augmentation du taux de l'intérêt pour cette dernière commencera à partir du 1er octobre 1848.

Il résulte de l'exposé des motifs du ministre, que cette mesure est commandée par la crise financière dans laquelle se trouvent presque tous les Etats de l'Europe et qui rend presqu'impossible la conclusion d'un emprunt à 3 1/2 p. c.

M. le ministre a encore soumis à la chambre le compte-rendu des recettes assignées au fonds central dans l'année financière de 1844 à 1845, ainsi que le compte-rendu de la situation de la caisse d'amortissement pendant la même année. Toutes ces pièces seront imprimées et distribuées aux membres des Etats. Il ressort de ce dernier exposé que dans ladite année financière la dette publique a diminué de de 867,319 florins et qu'elle s'élevait au 1er octobre 1845 à un peu plus de 125 millions.

Ensuite M. Stockinger, second secrétaire de la chambre, a demandé que l'impression et la publication des protocoles ait lieu comme par le passé, et qu'on facilité de toute manière aux journalistes les moyens de répandre le plus promptement possible par la presse les débats des chambres. Cette motion est adoptée sans discussion.

Là dessus, la chambre a tenu une séance à huis-clos, qui a duré trois heures et dans laquelle a été adoptée presqu'à l'unanimité l'adresse suivante au roi :

Sire,

La chambre des députés, convoquée extraordinairement, dépose au pied du trône de V. M. l'expression de sa gratitude pour un accomplissement aussi consciencieux de la constitution, ainsi que pour l'occasion que vous offrez à la chambre de vous réitérer l'hommage de sa fidélité, et de vous soumettre les besoins et les vœux du peuple.

Que Dieu bénisse V. M. pour la sollicitude paternelle avec laquelle elle s'est efforcée de soulager la détresse du pays durant ces derniers temps.

C'est avec plaisir que la chambre des représentants salue dans les nouveaux représentants de la couronne, qui doivent servir de médiateurs pour les réformes promises dans le domaine de la législation et de l'administration, l'espérance de voir se réaliser bientôt les résolutions qui ont mûri depuis longtemps dans l'esprit de V. M.

Des réformes, appropriées au siècle actuel, consolideront le pouvoir de la couronne par l'assentiment général du peuple et assigneront à la patrie le rang élevé auquel elle a le droit d'aspirer.

Tout danger pour la paix religieuse sera écarté d'autant plus sûrement si l'état regarde comme inviolable la liberté de conscience.

La suppression de plusieurs abus que l'expérience a fait découvrir dans la loi électorale, le complément des dispositions constitutionnelles sur la responsabilité des ministres, la séparation de la justice et de l'administration, la publicité et l'oralité des débats judiciaires, une plus grand latitude de la presse, l'affranchissement des charges onéreuses qui pèsent sur les propriétés foncières, le respect pour la liberté d'enseignement, le développement de l'instruction publique et de l'éducation du peuple, rehausseront la gloire de V. M., et vos fidèles Etats seront toujours disposés à y concourir avec plaisir.

Puisse la création grandiose du Zollverein, pour l'établissement duquel V. M. a acquis de si grands titres de gloire, produire encore une union plus intime entre toutes les tribus allemandes! Puisse le patriotisme de V. M, réussir à développer toujours davantage l'unité de l'Allemagne, sans préjudice du caractère particulier à chaque Etat qui la composent, et assurer de la sorte à l'Allemagne, parmi les puissances de l'Europe, la place imposante qui lui appartient!

La chambre examinera avec attention et avec zèle les projets qui lui ont été annoncés et tous ceux que S. M. ordonnera à ses ministres de présenter: elle exprime les plus profonds sentiments de respect, d'obéissance et de dévouement dont elle est animée envers V. M.

VARIÉTÉS.

M. LE COMTE DE SALVANDY.

(*Suite et fin.* — Voir notre nº d'hier.)

C'était le pendant de cet autre mot non moins populaire, prononcé par lui quelques semaines auparavant dans les salons du Palais-royal, au milieu de la fête donnée par le duc d'Orléans au roi de Naples. — *Eh bien, M. de Salvandy*, lui avait dit le futur roi des Français, *n'est-ce pas là une fête napolitaine?* — *Oui, monseigneur*, avait répondu le futur ministre, *nous dansons dans un volcan.* N'était-ce pas là une réponse prophétique?..,

Quelques jours après la branche aînée était conduite à Cherbourg.

Elu député de la Flêche, grâce à l'abaissement des conditions d'âge établi par la révolution de juillet, M. de Salvandy ne tarda pas à briller dans cette nouvelle carrière par son courage et par son talent. Ainsi, le 13 février, sous le ministère Laffitte, tandis que l'ouragan populaire grondait aux portes et dévastait en passant St-Germain-l'Auxerrois, on le vit monter à la tribune, et au nom de l'histoire, de la religion et de la morale, également outragées, s'élever contre la destruction des emblêmes monarchiques et religieux, avec une énergie et une chaleur qui furent dignement accueillies par toute la chambre.

Eloigné ensuite de la députation pendant deux années, pour avoir déclaré hautement qu'il voterait en faveur de l'hérédité de la pairie, M. de Salvandy en profita pour tracer l'un des écrits qui, en ces temps, firent le plus pour la cause de l'ordre. C'était une sorte de manifeste inutile. « *Vingt mois, ou la révolution et les révolutionnaires*, manifeste hardi et incisif, où les chefs de l'opposition d'alors, tout en étant respectés comme particuliers, étaient vivement attaqués comme hommes politiques.

On jugera du mérite de ce livre, qui produisit une vive impression dans la haute société européenne, par les citations suivantes. Voici d'abord un fragment de l'introduction :

« Après un demi-siècle de révolutions, la France aujourd'hui n'aspire à rien de plus, à rien de moins que dans les premiers jours de cette ère d'essais et de mécomptes. Tout a changé sans cesse parmi nous, hormis la volonté nationale, restée immuable sous les ruines de tout ce qui y a été substitué par les factions. Cependant, au milieu des réactions qui emportent de temps en temps les peuples, la route qu'ils parcourent se dérobe sous leurs pas; ils se précipitent sans voir le sol, sans juger s'ils s'égarent, débordés, envahis, portés qu'ils sont, en quelque sorte, par l'orage. Il faudrait pouvoir dresser de ces colonnes, où, dans les montagnes, on marque pour l'instruction, pour le salut des voyageurs, le passage des avalanches et le progrès des flots. C'est la tâche à laquelle je me dévoue.

» La monarchie représentative, avec toutes ses conditions d'ordre et de stabilité, a été la passion, le travail, l'étude de ma vie. Elle s'offrit à mes regards, quand tout ce régime de gloire, première illusion de quiconque était jeune alors et portait un cœur français, venait de s'écrouler sous le poids de l'Europe soulevée, en fuyant de victoire en victoire devant les peuples qui nous poursuivaient au cri de la liberté; — en entendant ce cri répété par les villes et les hameaux de France, à mesure que nos aigles attristées repliaient leur vol, j'ai compris qu'il existait quelque chose de plus grand que la force, même rehaussée par le génie et parée par la victoire : c'était le droit, c'était la liberté. Tous deux reparurent ensemble. La royauté antique frappait à la porte de nos cités désolées, en criant : « *Ouvrez, c'est la fortune de la France.* » La liberté se réveilla pour ouvrir. Elles se donnèrent la main; c'était un droit sous toutes ses formes, avec tous ses prestiges et toute sa puissance. La liberté se montrait liée à tous les souvenirs de la patrie, pure des crimes qui avaient profané son nom, défendue par son extraction royale du péril de se laisser entraîner à des excès nouveaux, féconde cependant et en biens sans nombre, et en progrès sans terme. S'il faillait acheter au prix de combats opiniâtres le développement des institutions promises, j'aimais les combats où se déployait le génie d'un grand peuple; — où tous les talents marchaient à la tête des corps divers; où chaque assaut voulait l'affermissement de quelqu'une de ces franchises, les plus nobles richesses de la patrie; — combats généreux, qui, ayant une arène fixée par les lois, et venant se conclure nécessairement au pied d'un trône respecté, ne nous laissaient jamais craindre l'odieuse intervention de l'anarchie, et n'admettaient pas plus la violence comme ennemie, que comme alliée! c'est ce que l'orateur romain appelle : *Certamen honestum et disputatio splendida.* Que la France garde de ces jours de luttes glorieuses et de discussions magnifiques, bonne mémoire! ils lui ont appris tout ce qu'elle sait de liberté!...

Dans le livre deuxième de cet ouvrage si digne de survivre, comme il l'a fait, au temps et aux circonstances qui l'ont vu naître, M. de Salvandy s'exprime ainsi au sujet de Napoléon :

«... Un trône s'élevait au sein de cette terre où la charrue révolutionnaire avait passé : un fils de nos tempêtes y siégea. Sa gloire brillait de gloires récentes, les rejetons des vieilles races ne semblèrent admis aux rangs secondaires que pour donner du relief et des supports à toute cette improvisation d'une noblesse sans aïeux. Dans cette monarchie faite de main d'hommes il fallait que rien ne sentît la main du temps! tout continua à dater des ruines de la Bastille, l'ordre ancien restait vaincu. La liberté ne pouvait par cela même trouver place dans la monarchie du 18 brumaire. L'ancienne France eût fait un perpétuel effort pour prendre sur ces champs de bataille de la liberté, où le nombre ne fait pas la victoire, des revanches de ses long revers. L'aristocratie impériale se serait vue sans défense contre les héritiers de cette autre aristocratie, plastronnée de siècles et rehaussée de malheurs, qui eussent attaqué sa suprématie. Les feux croisés de l'esprit républicain et de l'esprit royaliste l'auraient criblée. L'empereur même n'y aurait pas tenu; il ne serait resté que le grand homme, alors que tout croulait.

» La longue guerre de l'Angleterre et de l'empire ne fut pas seulement, comme on l'a dit beaucoup, une autre guerre de Rome et de Carthage; une rivalité de la puissance territoriale et de la puissance industrielle; un effort du sceptre du continent pour briser, comme on parlait alors, *le trident des mers.* Napoléon portait plus loin sa pensée. C'était contre la tribune anglaise qu'il avait médité la descente; c'était contre la tribune anglaise qu'il avait fulminé les décrets de Milan et de Berlin; c'était la liberté que ses manifestes nommaient *le Génie du mal*, et il avait raison. Il ne restait de liberté dans le monde que sous les voûtes de Westminster et sur le rocher de Cadix : il s'y brisa.

» La chute de Napoléon était la suite de sa mission immense. Il ne pouvait dompter l'anarchie qu'à l'aide du pouvoir absolu dont la condition était de donner à la France la perpétuelle distraction de la gloire, la perpétuelle indemnité de la conquête... mais le jour devait venir où la France se retirerait du colosse. Ce jour vint, et il tomba faute d'appui...

»... Gloire éternelle à cet homme du destin, non pas pour avoir promené au milieu des nations le char de la France, en foulant sous sa roue altière les peuples et les rois; — non pas pour avoir rendu ce service immense de débrouiller le chaos révolutionnaire, — de former dans le sein de la société bouleversée, un gouvernement fondé sur les seules maximes que puissent accepter les nations civilisées!... il nous enseigna à prendre les supériorités de toute nature pour remparts...

» On juge des gouvernements par ce qu'il ont fait de leur vivant : c'est une méprise. Il faut juger d'eux par ce qu'ils ont laissé. L'ancien régime mourut portant dans ses flancs la révolution, la démagogie, tous nos fléaux. L'empire, dont nous admirons la splendeur guerrière, laissa deux fois, en tombant, l'étranger assis sur ses ruines et les nôtres; mais il nous tira de notre anarchie sanglante et nous fit aptes à la monarchie et à la liberté. Toutes deux purent sortir du milieu des débris de nos longs naufrages, et régner ensemble sur la France. Voilà son ouvrage, ses monuments, sa gloire!

Nous connaissons peu de pages dans la langue française, surtout dans le genre politique, plus élevées et plus grandioses. Mais que dire de la mélancolie touchante du passage qui suit, tiré de la conclusion de ce livre, et comment ne pas en être attendri?... « Il y longues années, — vers mes vingt ans, — au lendemain de nos grandes adversités, — quand la douleur

m'enseigna l'art de dire tout haut ma pensée, — quand je défendis contre l'invasion étrangère ou les réactions domestiques, nos aigles flétries, — notre gloire méconnue, — notre indépendance outragée; je plaçai mon périlleux écrit sous la protection d'une devise des vieux siècles qui m'avait dès longtemps frappé comme l'exact et touchant résumé de la tâche assignée dans cette vie, à un homme qui n'avait rien reçu du sort que le facile mérite de mettre au-dessus de tous les biens l'estime des hommes, et au-dessus de celui-là sa propre estime. J'ai cru y être fidèle en plaidant pendant le cours entier de la restauration contre un pouvoir que j'aimais, la cause des seules maximes qui pussent l'affermir et je le dirai aujourd'hui, c'est un devoir douloureux que j'accomplissais; je l'accomplissais, au péril d'injustices qui m'étaient une affliction de chaque jour. Ce pouvoir est tombé sous le poids des fautes que je redoutais et des résultats que j'avais prédits. Je vois maintenant profaner les dieux de mes jeunes années, la liberté, la publicité, le système représentatif, le règne des lois ; — je vois le désordre frapper à toutes les portes et envahir la société française par toutes les avenues. Depuis vingt mois nous n'avons pu faire que des ruines. Je dis les fautes commises, les engagements méconnus, les grands principes violés, la route à craindre, si nous voulons l'ordre et que nous ayons foi à la liberté. Je déploie la vérité toute entière aux regards de mon pays, comme j'ai fait, quinze ans, à ceux de nos rois; mais maintenant il ne me faut plus d'efforts: je suis aguerri à ma devise : *fais ce que dois, advienne que pourra*, »

Enfin, dans le *post-scriptum* qui suit cette conclusion du livre, nous remarquons encore l'éloquent passage que voici, où se fait jour toute la grandeur de l'ame et du cœur de l'écrivain :

«... J'aime la pensée d'un Panthéon pour les demi-dieux de la patrie ; enfant, j'aimais cette inscription qui faisait vibrer le cœur : *Aux grands hommes la patrie reconnaissante*! » Je concevrais tous ces grands citoyens venant trouver dans ce prytanée suprême un dernier et glorieux asile. Je verrais, avec émotion, ces tombeaux séparés ou plutôt réunis par les statues de tous les héros qui ont fait la grandeur du nom de la France dans l'univers, — depuis ce Clovis, qui nous donna des ancêtres, — depuis ce Saint-Rémi qui leur donna un Dieu !... Mais je voudrais que ce temple eût des pontifes, des pompes, — qu'il s'animât de fêtes, — s'agrandît d'espérance, et appuyât au ciel nos gloires de la terre ! mais ces gloires, je voudrais que ce ne fût point l'esprit de faction qui les intronisât, — que les partis n'imposassent point à la France, des immortalités de sociétés secrètes et des vertus de tapis vert... Que la patrie reconnaissante honorât les grands hommes, non pas seulement dans leur dépouille morte, mais dans leur race vivante; que les institutions établissent que, si des restes inanimés sont quelque chose encore, un nom est davantage ; — en un mot, que les grandes récompenses survécussent aux pères dans les fils, et que, pour prix d'un dévouement illustre, on eût la chance, dans cette France qui sait la gloire, d'arriver à quelque chose de plus qu'à un tombeau! ... »

Nous le demandons aux hommes de bonne foi ? Savent-ils beaucoup d'écrivains politiques qui aient eu souvent de pareilles inspirations ? ...

L'ébranlement causé par le livre de M. de Salvandy durait encore, lorsque l'infatigable athlète de la plume et de la pensée, fit paraître un second ouvrage intitulé: *Paris, Nantes et la session*. MM. Guizot et Thiers, venaient de s'installer aux affaires ; la Vendée était sinon ralliée, du moins vaincue. Il s'agissait de savoir ce que le parti conservateur ferait du pouvoir. Examinant les trois grandes opinions qui divisent la France, M. de Salvandy trouve que chacune d'elles a des droits dans certaines limites, à être écoutée et satisfaite et en premier lieu, il place pour lien entre les partis, pour premier gage d'apaisement et de réconciliation, l'*amnistie*, grand et noble mot qu'il eut l'honneur de prononcer le premier.

Nous n'analyserons pas ce livre, qui était un excellent programme de politique nouvelle; mais, comme les ouvrages précédents du même auteur, nous en citerons quelques passages. On y retrouvera les qualités dominantes de M. de Salvandy.

Voici un fragment sur la disparition des fleurs de lys, opérée en 1832 et qui avait déjà fourni à la tribune une éloquente improvisation à M. de Salvandy.

«..... Partout et toujours, le passé de la patrie fut cher aux peuples, comme l'est aux hommes le passé de la famille; et quoique je ne sois pas de ceux qui comptent par siècles le bonheur, l'âge de la France, je ne connais pas de raison pour que, tout compensé entre les misères sanglantes des temps et les efforts de chaque peuple pour les surmonter, la France, seule parmi les nations, répudie ses annales. Je sais gré aux quatorze cents ans qui ont constitué notre patrie, qui lui ont donné ses provinces, ses frontières, une seule langue, les mêmes mœurs, l'amour des mêmes lois, en un mot tous les éléments de puissance et de gloire. De ces quatorze cents ans, grands dans l'histoire du monde, rien n'était resté que trois fers de lance sur l'écusson d'azur; et, quoiqu'on se soit joué de mes paroles, je prétends, comme le loyal M. de Kératry, que le drapeau de cent batailles pouvait accepter ce legs des siècles. La révolution de 1830 l'avait, six mois durant, consacré, quand tout-à-coup ce dernier chaînon qui rattachait le présent au passé, s'est brisé; nous sommes aujourd'hui le seul pays de l'Europe où les regards ne puissent rencontrer nulle part, cet écusson que nos ancêtres ont gravé avec la pointe de l'épée dans le monde entier, — la fleur de lys, sous laquelle les gloires du Tiers-Etat et de la France, Jeanne-d'Arc, Lhospital, Corneille, Catinat, Colbert, Jean Bart, ont brillé. » Plus loin, se plaignant de la corruption qui nous mine et faisant une allusion au silence gagé du redoutable auteur de la *Némésis*, M. de Salvandy s'élève avec force contre ces achats de conscience qui déshonorent à la fois le pouvoir et le talent. « Le talent, s'écrie-t-il, est chose noble et sainte! malheur à qui le vend, malheur à qui l'achète! même pour se mettre à couvert de ses coups, on n'a point le droit de le dépraver, Ce n'est point se défendre, c'est se venger; vengeance déplorable qui ravit un fleuron à la couronne de la patrie! Ce qu'il fallait, au lieu d'accepter une défection flagrante et stérile, c'était de détourner le talent amendé vers de plus dignes emplois et non pas de remplacer un joug par un joug et le désordre par la servitude. C'était de lui ouvrir les nobles études, de lui frayer la route des succès littéraires, de le retirer de l'arène dévastée de nos débats politiques pour l'envoyer, par exemple, aux sources du génie, dans cet Orient, théâtre de nos gloires que lui-même chanta, que Lamartine parcourt aujourd'hui pour y chercher des palmes indépendantes; mais où il en restera, même après Lamartine, de nouvelles, brillantes à cueillir, car c'est une terre inépuisable. Mahomet a pu y croire après Moïse. Alexandre après Cyrus, , Napoléon après Sésostris, après César, Saint-Louis. »

M. de Salvandy est toujours, comme on le voit, pour les idées larges, pour les opinions généreuses. Cette qualité qui lui vient du cœur, ne l'abandonne jamais. Voici, par exemple, ce qu'à propos du jugement de Mme la duchesse de Berry, que les uns voulaient envoyer à la cour d'assises, d'autres faire comparaître devant la cour des pairs, sur le banc même où s'était assis Louvel, il écrivait sous le voile de l'allusion :

« Il y a 16 ans, la France était paisible, elle avait une charte qui n'était pas violée encore, et elle se sentait au besoin la force de la défendre. Un homme descend seul sur nos rivages, et vient nous redemander sa couronne qu'il a lui-même déposée. En échange il nous donnera la guerre dans l'ouest, la guerre sur les Pyrénées, la guerre sur les Alpes, la guerre sur le Rhin et la Meuse, la guerre sur tous nos rivages, la guerre partout, et avec la guerre peut-être la victoire... Peut-être aussi l'invasion, des douleurs, des millards, Waterloo enfin, ce nom sanglant que nous voudrions au prix du plus pur sang de nos veines, effacer des annales de la France! — eh bien! cet homme qui apportait sous l'aile de son aigle tant de malheurs, quand il y croyait caché tant de gloire, faut-il l'appréhender au corps, le livrer au procureur du roi, au juge d'instruction, à la cour d'assises..... Malheureux! cet homme c'est l'empereur! Où sont ses pairs pour le juger!... Formez-moi un jury de rois!... Ils n'oseraient!... On ne peut ni trouver une prison, ni un tribunal. Encore, faut-il la bassesse de sir Hudson Lowe ou la grandeur de l'Océan pour lui servir de geolier!

Paris, Nantes et la session avait paru en novembre 1832. Un an plus tard un ouvrage de haute portée littéraire, intitulé *Nathalie*, voyait le jour, précédé d'une préface de M. de Salvandy.

Tout le monde, malgré ses dénégations, lui en attribua la paternité. Ce livre pourtant n'est pas de lui. Il est dû à une femme du beaucoup d'esprit, dont la plume jouit d'une grande finesse d'observation et de style, Mme de Montpezat, auteur de plusieurs autres romans d'un genre différent.

Toutefois, la préface de Nathalie est des plus curieuses, C'est un magnifique plaidoyer en faveur des femmes auteurs, une page curieuse de nos annales littéraires. A ces titres, l'auteur mérite que nous l'écoutions :

« Le génie des femmes, s'écrie-t-il, est, si l'on peut parler ainsi, un produit du sol fécond de la Grèce. L'Orient, peu littéraire, ou qui n'a laissé, dans les lettres comme dans les arts, que des colosses sacrés, l'Orient ne le connut pas ; car il n'y a de génie que par la liberté ; et il était écrit que les femmes, sous ce climat brûlant, expieraient par une servitude éternelle, leur éternelle puissance... Sous des cieux plus doux, parmi des peuples plus belliqueux, avec des lois plus fières, il révèle la vie de toute une moitié de la race humaine, étouffée jusqu'alors. Deux grandes nouveautés apparaissent ensemble parmi les hommes aux rivages de l'Europe, les femmes et la liberté. »

Examinant ensuite rapidement la question chez les Grecs, M. de Salvandy y rencontre la jalousie naissant avec Médée, l'adultère avec Phèdre, l'infidélité avec Hélène ; chez les Romains, avec leurs héroïnes qui allaitent le peuple-roi, chez les barbares avec Clotilde, Geneviève, jusqu'à Jeanne d'Arc, les femmes prennent de plus en plus part à la vie active. Plus près de nous, Marguerite de Navarre, dit M. de Salvandy, « *Sensualise la littérature féminine jusqu'à la corruption ; Mlle Scudery la boursouffle en idéalisant le sentiment de l'amour*, etc.

Arrivant au XVIIIe siècle et aux temps révolutionnaires, l'auteur nous montre les femmes payant le génie de leur tête, comme les hommes leur opinion. « Femme par l'âme et le cœur, ajoute-t-il en parlant de Mme de Staël, la fille de Necker fut homme par la raison et la pensée. La politique, la philosophie, l'histoire, n'eurent point de secrets pour elle. Historien dans ses considérations sur la révolution française, philosophe dans l'Allemagne, politique partout et partout admirable, elle fut romancier dans Delphine, poëte dans Corinne... et, ce qui fera toujours sa gloire, c'est qu'elle conserva, des inspirations de son sexe, une passion plus haute et plus noble du vrai, du beau, du juste. Chez elle la politique habita une région où le génie des publicistes ne l'avait jamais fixée depuis Platon. »

Cette préface si pleine se termine par les considérations les plus rélevées auxquelles nous empruntons encore ce qui suit: — « Il faut y songer: l'existence des cloîtres, sorte de majorat dévorant pour les filles de la classe aisée, est abolie sans retour. L'existence du monde, restreinte par l'état des fortunes et des mœurs, ne peut remplir tous les vides que laissent souvent l'accomplissement des devoirs intimes. Reines de la famille, et destinées, par les lois immuables de leur nature même, à borner là leur empire, les femmes ne peuvent donner toutes les heures à ce gouvernement domestique, plus que ne font les maîtres du monde pour les royaumes que la fortune leur confie... Aussi combien de talents divers pourraient être signalés dans les rangs de la société, si les secrets de la société pouvaient être trahis... et ce n'est pas seulement dans les rangs privilégiés par l'opulence, qu'éclatent les besoins nouveaux, la paix universelle des cités, l'égalité croissante des fortunes étend aux peuples entiers les bienfaits de cette communauté d'éducation qui fut d'abord l'apanage d'une classe unique de la société. La coutume heureuse de cultiver les langues, et par suite les littératures étrangères, est propre désormais à toutes les conditions où il y a des loisirs. On savait peu l'orthographe à la cour de Louis XIV. La duchesse d'Aiguillan, qui écorchait l'anglais, était citée à la cour de Louis XV. Quelle est aujourd'hui la ville si reculée dans nos provinces où ce ne soient point là des sciences banales ?... »

« Il est difficile de pressentir à quel degré inconnu de développement les lettres arriveront par le concours croissant de tout ce que le cœur a de plus passionné, — l'âme, de plus haut, — l'imagination, de plus exalté, — l'esprit, de plus pénétrant, de plus souple, de plus inventif. On peut le prédire avec certitude : cette influence donnera à la littérature une direction plus élevée en même temps que plus vaste... La mission des femmes, en toute chose, est de nous rendre meilleurs ; elles sont, si l'on peut le dire, *la conscience intérieure de l'homme*, etc... »

Nous ne parlerons pas du *Croisé de Bigorre*, du *Prince Richemont*, de *l'Horloge d'or*, nouvelles publiées à diverses époques par M. de Salvandy ; mais nous rappellerons l'un des plus brillants morceaux *du livre des cent-et-un* (une fête au *palais royal*), que tout le monde a lu, et d'excellents articles sur Barnave, sur Caton d'Utique, sur Napoléon, général, consul, empereur, insérés par M. de Salvandy dans le *Dictionnaire de la Conversation*; ce sont là des travaux de haute philosophie, des esquisses où chaque trait vaut un tableau tout entier.

Tant de titres littéraires, qui placèrent M. de Salvandy au premier rang, devaient lui ouvrir les portes de l'Académie française. Il y fut reçu le 21 avril 1836, et y prononça un discours où le rôle des écrivains du XVIIIe siècle est tracé de main de maître.

« Au jour de nos grands périls, dit M. de Salvandy dans un passage, quand tous les empires soulevés nous assiégeaient de leurs armées réunies, croirons-nous que nos phalanges aient seules combattu? que l'épée de Jourdan, de Hoche, de Napoléon, ait seule vaincu le monde? — L'Europe, l'Afrique et l'Asie ont plié sous nos triomphes. Nos soldats, infatigables voyageurs, ont eu pour hôtelleries toutes les capitales, tous les palais. En quels lieux sont-ils allés qu'ils n'y trouvassent leur langue établie avant eux ?... Lorsque nous arrivions le sac au dos, accablés de lassitude, sur le seuil de de l'étranger, son foyer s'ouvrait à notre voix ; nous n'étions pas des inconnus. L'enfant accourait joyeux de nous entendre, et les vieillards nous tendaient la main comme à des hôtes promis. Quelqu'un leur avait parlé de nous: c'étaient Corneille, la Fontaine, Bossuet; c'étaient Voltaire, Montesquieu, nos introducteurs et nos garants. »

M. de Salvandy a prononcé depuis lors, comme directeur de l'Académie, plusieurs discours à l'Institut, entre autres celui par lequel il répondit à M. Victor Hugo, le jour de sa réception. Là, comme à la tribune, comme dans les solennités universitaires où il est appelé à prendre la parole en qualité de grand maître, M. de Salvandy a marché de succès en succès ; à mesure qu'il s'élève dans l'estime publique et que l'enthousiasme se fortifie et s'étend autour de lui, son talent grandit, et l'on peut affirmer, sans exagération ni flatterie, que M. de Salvandy est aujourd'hui placé au rang de nos premiers orateurs. Jeune encore, plein de force, de loyauté, de courage, de caractère, joignant à la promptitude du coup d'œil et à la décision, les intentions les plus droites, M. de Salvandy nous semble le type de l'homme politique tel que le désirent et l'espèrent les générations nouvelles. Nous regrettons seulement que son rôle d'homme d'Etat l'arrache à la littérature, qui était jadis son occupation favorite; mais du moins s'il ne la cultive plus avec autant d'assiduité, M. de Salvandy a su s'en constituer le Mécène, et l'on n'a pas vu, depuis Louis XIV, de ministre auquel les écrivains et les lettres dussent davantage. C'est pour lui une gloire que rien ne saura ternir et qui ajoutera à son nom un impérissable lustre.

Achille JUBINAL.

THEATRE-ROYAL-FRANÇAIS DE LA HAYE.

Samedi 9 octobre 1847. — (*Représentation n° 51.*)

LES HUGUENOTS,

grand-opéra en cinq actes, paroles de M. Scribe, musique de M. Giacomo Meyerbeer.

Vu la longueur du Spectacle, on commencera à 6 heures et demie.

Cours des Fonds Publics.

Bourse d'Anvers du 7 Octobre.

Métalliques, 5 % ». — Naples, 5 % ». — Ard., 5 % $14\frac{1}{4}$ P. — Dette différée ancienne, ». — Passive 5 % ». — Lots de Hesse ». — Cours après la Bourse ($2\frac{1}{2}$ heures). Ardouin $14\frac{5}{16}$ A. 3 % int. $21\frac{3}{4}$ A.

Bourse d'Amsterdam du 7 Octobre.

		Int.	COURS 6 octob.	OUVERT
Pays-Bas	Dette active	$2\frac{1}{2}$	53 [illegible]	$53\frac{7}{8}$
	Dito dito	3	65 [illegible]	$65\frac{15}{16}$
	Dito en liquidation	3	—	$65\frac{7}{8}$
	Dito dito	4	$84\frac{7}{8}$	$84\frac{7}{8}$
	Dito des Indes	4	—	—
	Syndicat	$3\frac{1}{2}$	—	$84\frac{1}{4}$
	Dito	$3\frac{1}{2}$	—	—
	Société de Commerce	$4\frac{1}{2}$	—	164 [illegible]
	Act. du lac de Harlem	5	—	—
	Chemin de fer du Rhin	$4\frac{1}{2}$	—	—
	Act. du chemin de fer Holland.		—	—
Russie	Oblig. Hope & C. 1798 & 1816	5	—	$103\frac{7}{8}$
	Dito dito. 1828 & 1829	5	—	—
	Inscript. au Grand-Livre	6	-	—
	Certificats au dito	6	—	—
	Dito inscriptions 1831 & 1833	5	—	$95\frac{1}{4}$
	Emprunt de 1840	4	—	$87\frac{1}{8}$
	Id. chez Stieglitz et Comp.	4	—	$86\frac{11}{16}$
Espagne	Passive		—	—
	Dette différée à Paris		—	$4\frac{1}{16}$
	Deferred		—	—
	Ardoins	5	—	$14\frac{1}{8}$
	Dito	3	—	$29\frac{5}{8}$
	Coupons Ardoins		—	$12\frac{5}{8}$
Autriche	Obligations Goll. & Comp.	5	—	—
	Dito métalliques	5	—	$100\frac{1}{4}$
	Dito dito	$2\frac{1}{2}$	—	—
France	Inscriptions au Grand-Livre	3	—	—
Pologne	Actions 1836	*f*	—	—
Brésil	Emprunt à Londres 1839		—	—
	Id. Id. 1843		—	—
Portugal	Obligations à Londres	3	—	24

Bourse de Paris du 6 Octobre.

		Int.	COURS 5 octob.	COMPT.
France	Cinq pour cent		—	114 35
	Trois pour cent		—	75 15
Espagne	Emprunt Ardoin		—	—
	Anc. différée		—	—
	Nouv. dito		—	—
	Passive		—	—
Naples	Certificats Falconet		—	—
Pays-Bas	Dette active	$2\frac{1}{2}$	—	—
Belgique	Dette active	5	—	—
	Dito	3	—	—
	Banque belge		—	—
États-Unis	Obligations de la banque		—	—

Bourse de Paris.

La rente montrait ce matin des symptômes de baisse, parce que l'on [...]çait de nouvelles faillites à Londres. Mais le parquet a relevé les p[...] cours, et l'on disait que les consolidés anglais d'hier étaient arrivés [...] hausse. Il y a eu quelques forts achats jusqu'a deux heures : mais à la [...] bourse les offres étaient redevenues abondantes et les cours étaient [...]veau en baisse.

Le 3 p. c. qui avait fermé hier à 75-25 fin courant, a ouvert aujou[...] 75-10 et reste à 75-15. Le 5 p. c. qui était hier à 114-50 a varié de 1[...] 114-35 et ferme à 114-40.

Au comptant le 3 p. c. a monté de 05 c. et le 5 p. c. a fléchi de 10 c. [...] que de France était toujours à 3,200.

Bourse de Londres du 5 Octobre.

3 % Cons. $84\frac{7}{8}$, 85. — $2\frac{1}{2}$ % Holl. $53\frac{1}{2}$, [illegible]. — 4 % id. 82, 83. — Esp. [...] 19. — 3 % $27\frac{1}{2}$, 28. — Portug. 4 % 22, 24.

Bourse de Londres, du 5 octobre.

On a attendu avec anxiété dans la Cité le résultat de l'entrevue qu'o[...] hier les gouverneurs de la banque d'Angleterre avec le chancelier de l[...] quier. Ce résultat est encore ignoré. En attendant, un découragement i[...] ble à décrire se manifeste parmi les négociants et les spéculateurs, et q[...] la grande échéance du 4 se soit mieux passée peut-être qu'on ne pouv[...] pérer, ce fait n'est que le résultat de l'indulgence que les spéculateur[...] disposés, dans le moment actuel, à montrer les uns envers les autres.

Les nouvelles faillites annoncées de MM. Rougemont frères et John T[...] fils et Lefebvre, devront nécessairement entraîner d'autres sinistres. La m[...] Rougement était très-ancienne, et son passif sera de peu d'importance. [...] vanche, celui de la maison Thomas et Lefebvre serait de 350,000 liv. [...] cause immédiate de ce dernier désastre serait, dit-on, la non-arrivée de [...] ses attendues de Saint-Pétersbourg. Cependant, dans l'opinion de beauco[...] personnes, la maison avait étendu depuis longtemps ses opérations au-del[...] limites assignées par son capital.

Le coup sera vivement ressenti à Manchester, d'où, de concert avec la [...] son de Jersey et comp., la maison faillie faisait un grand commerce d'exp[...]tion de coton filé pour Saint-Pétersbourg et Moscou. Il y a peu de temp[...] avait établi à Saint-Pétersbourg une filature qui avait absorbé, dit-on, [...]pital de 60,000 liv. sterl.

Cet établissement, d'un bon rapport, ajoutait considérablement à la con[...] qu'inspirait la maison dont la faillite vient d'être déclarée.

La banque d'Angleterre apporté dans ses opérations d'escompte toute [...]béralité possible, mais l'argent continue à être très-rare et se fait à un [...] élevé. Nous ne voyons, dit le *Sun*, que des mesures extraordinaires qui p[...] empêcher la crise d'augmenter, et nous savons de source certaine que [...]sieurs maisons, à la tête d'un actif dépassant de beaucoup leurs engagem[...] éprouvent de graves embarras.

Les fonds anglais ont subi de violentes fluctuations dans le courant [...] bourse de ce jour, et des spéculateurs ayant des fonds de réserve ont pro[...] la grande pénurie du numéraire, pour acheter aux bas cours du jour, et [...]dre en liquidation du 14 octobre. Cette opération leur a valu un bénéf[...] un demi à un pour cent. Mais cet avantage ne pouvait durer, et presqu'à [...] de la bourse les consolidés sont remontés tout à coup de 83 1/2 à 84 1/[...] au comptant et de 84 5/8 à 85 en compte, pour finir à 83 3/4 au com[...] et à 84 3/4 en compte.

Les fonds étrangers ont été négligés. Esp. 5 p. c. 19. — Mexic. 18 [...] Brésil. ex-dividende 78. — Holl. 4 p. c. 82 1/4. Les affaires ont été nul[...] les actions, qui toutefois ont montré plus de fermeté qu'on n'osait l'esp[...] est douteux toutefois qu'on parvînt à opérer des ventes considérables au[...] actuels. Flandre occidentale 5 1/4 liv. st. de perte.

Bourse de Vienne du 29 Septembre.

Métalliques, 5 % 105. — Lots de fl. 500, $155\frac{1}{2}$. — Lots de 250, 12[...] Actions de la Banque 1620.

Chemin de Fer rhénan.

PÉRIODE D'HIVER. — *Commençant le 5 octobre* 1[...]

D'AMSTERDAM A UTRECHT ET ARNHEM.						D'ARNHEM A UTRECHT ET AMST[...]					
Départ d'Amsterd.		Départ d'Utrecht.		Arrivée à Arnhem.		Départ d'Arnhem.		Départ d'Utrecht.		Arr[...]	
h.	m.	h.	m.	h.	m.	h.	m.	h.	m.	[illegible]	[illegible]
7	45	8	55	10	35	7	10	8	[illegible]	[illegible]	[illegible]
11	55	1	5	2	45	11	30	1	[illegible]	2	[illegible]
5	27	6	37	8	17	3	35	5	[illegible]	6	[illegible]

LA HAYE, chez Léopold Lœbenberg, *Lage Nieuwstr[...]*

Dépôt général à Amsterdam chez M. SCHOONEVELD et [...] *Beurssteeg*; et à Rotterdam, chez S. VAN R[...] SNORCK *Hoofd[...]*